

MFR/FG

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS**

**COUR D'APPEL DE DIJON**

**CHAMBRE SOCIALE**

**ARRÊT DU 18 DECEMBRE 2014**

**CAISSE  
D'ASSURANCE  
VIEILLESSE  
INVALIDITÉ  
ET MALADIE  
DES CULTES  
(CAVIMAC)**

**N°**

**RÉPERTOIRE GÉNÉRAL N° 13/00121**

Décision déferée à la Cour : AU FOND du 13 JANVIER 2011, rendue par le TRIBUNAL  
DES AFFAIRES DE SECURITE SOCIALE DE SAONE-ET-LOIRE  
RG 1<sup>ère</sup> instance : R08-340

**C/**

**APPELANTE :**

**Dominique  
MICHELEZ**

**CAISSE D'ASSURANCE VIEILLESSE INVALIDITÉ ET MALADIE DES CULTES  
(CAVIMAC)**

9 rue de Rosny

Le Tryalis

93100 MONTREUIL-SOUS-BOIS

**ASSOCIATION  
DIOCÉSAINE  
DE PARIS**

représentée par Maître Patrick DE LA GRANGE de la SELARL GF DE LA GRANGE ET  
FITOUSSI, avocat au barreau de PARIS, substitué par Maître Sandrine ANNE, avocat au  
barreau de DIJON

**INTIMÉS :**

**Dominique MICHELEZ**

Ecusolles

71520 SAINT-PIERRE-LE-VIEUX

comparant en personne

**ASSOCIATION DIOCÉSAINE DE PARIS**

7 rue Saint-Vincent

75018 PARIS

non comparante,  
ni personne ayant qualité pour la représenter

**COMPOSITION DE LA COUR :**

L'affaire a été débattue le 06 novembre 2014 en audience publique devant la Cour composée de :

Marie-Françoise ROUX, Conseiller, Président,  
Gérard LAUNOY, Conseiller,  
Karine HERBO, Conseiller,

qui en ont délibéré,

**GREFFIER LORS DES DÉBATS** : Françoise GAGNARD,

**ARRÊT** réputé contradictoire,

**PRONONCÉ** par mise à disposition au greffe de la Cour, les parties en ayant été préalablement avisées dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article 450 du code de procédure civile,

**SIGNÉ** par Marie-Françoise ROUX, Conseiller, et par Françoise GAGNARD, Greffier, à qui la minute de la décision a été remise par le magistrat signataire.

### **FAITS ET PROCÉDURE**

La CAVIMAC est appelante du jugement rendu le 13 janvier 2011 par le tribunal des affaires de sécurité sociale de Saône-et-Loire qui a dit que Monsieur Dominique MICHELEZ avait droit à la liquidation de sa retraite du culte à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1960 et qui l'avait condamné solidairement avec l'Association Diocésaine de Paris à lui payer, chacun, la somme de 400 € sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile.

Aux termes de ses écritures reprises à l'audience elle demande à la cour d'infirmier le jugement déféré et, seulement, statuant à nouveau, de constater que Monsieur Dominique MICHELEZ n'a pas saisi la commission de règlement amiable de la CAVIMAC dans le délai de deux mois après la notification de la liquidation de son pension de vieillesse, que l'expiration du délai de forclusion confère un caractère définitif à la décision de liquidation de sa pension de vieillesse et de déclarer la demande de Monsieur Dominique MICHELEZ irrecevable faute d'avoir respecté le délai de contestation de deux mois.

Aux termes de ses écritures reprises à l'audience, Monsieur Dominique MICHELEZ demande à la cour de déclarer son recours recevable, de confirmer le jugement déféré et de condamner la CAVIMAC à lui payer la somme de 1.000 € pour procédure abusive et celle de 1.000 € au titre de l'article 700 du code de procédure civile.

Bien que régulièrement convoquée l'Association Diocésaine de Paris n'était ni présente, ni représentée à l'audience ; la présente décision sera réputée contradictoire en application de l'article 474 du code de procédure civile.

### **MOTIFS**

*Sur la prescription de deux mois de l'article R. 142-1 du code de la sécurité sociale*

Attendu que selon les dispositions de cet article les réclamations, relevant de l'article L. 142-1 du code de la sécurité sociale formées contre les décisions prises par les organismes de sécurité sociale et de mutualité sociale agricole de salariés ou de non salariés, sont soumises à une commission de recours amiable ; cette commission doit être saisie dans le délai de deux mois à compter de la notification de la décision contre laquelle les intéressés entendent former une réclamation ; la forclusion ne peut être opposée aux intéressés que si cette notification porte mention du délai ;

Or attendu que la CAVIMAC qui ne verse aux débats que la copie d'une lettre, datée du 11 octobre 2005 intitulée "notification d'attribution de pension de vieillesse", concernant Monsieur Dominique MICHELEZ se borne à affirmer que celui-ci l'a reçue le 11 octobre 2005 mais ne verse aux débats aucun document de nature à attester de la date effective de sa réception, laquelle ne pourrait, en toute hypothèse, être le 11 octobre 2005 compte tenu du délai d'acheminement du courrier ;

Qu'elle n'est, dans ces conditions, pas fondée à soutenir ce moyen tendant à ce que la demande de Monsieur Dominique MICHELEZ soit déclarée irrecevable en l'absence de tout élément susceptible d'établir la date de réception du courrier de notification par celui-ci ;

*Sur le fond*

Attendu que la cour qui n'est saisie d'aucun moyen de fond par l'appelante confirme en conséquence le jugement déféré ;

*Sur la procédure abusive*

Attendu que le caractère abusif de la procédure n'est pas établi ; que Monsieur Dominique MICHELEZ doit être débouté de sa demande de dommages et intérêts à ce titre ;

**PAR CES MOTIFS**

La cour,

Déclare recevable la demande formée par Monsieur Dominique MICHELEZ,

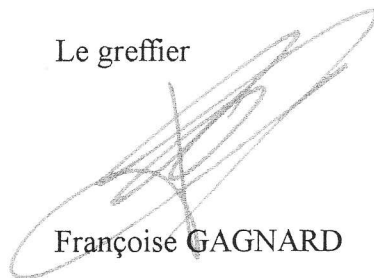
Confirme le jugement déféré,

Y ajoutant,

Déboute Monsieur Dominique MICHELEZ de sa demande de dommages et intérêts,

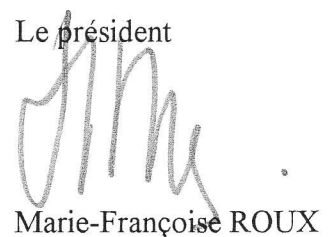
Condamne la CAVIMAC à payer à Monsieur Dominique MICHELEZ la somme de 800 € au titre de ses frais irrépétibles engagés en cause d'appel.

Le greffier



Françoise GAGNARD

Le président



Marie-Françoise ROUX

Pour expédition certifiée conforme  
Le Greffier en Chef

